



Communiqué de presse

Genève, le 5 novembre 2013

Pour diffusion immédiate

TRIAL, Open Society Justice Initiative et Conflict Awareness Project accueillent avec satisfaction la décision du Ministère public de la Confédération d'ouvrir une enquête pénale contre la société Argor-Heraeus SA pour blanchiment de matières premières pillées en conflit armé et complicité de crime de guerre.

La décision du Ministère public fait suite au dépôt d'une dénonciation contre l'entreprise par l'ONG TRIAL (Track Impunity Always) le 1^{er} novembre 2013. L'association suisse contre l'impunité et ses deux partenaires Open Society Justice Initiative et Conflict Awareness Project saluent l'ouverture de l'enquête pénale de la part du Ministère public de la Confédération.

Pour **Philip Grant, directeur de TRIAL**, « *L'ouverture de cette procédure est un signal fort pour les entreprises qui participent à l'économie de la guerre. Les pays en guerre ne sont pas des zones de non-droit et l'impunité n'est plus de mise. Les entreprises ne sont désormais plus à l'abri de poursuites pénales.* »

« *Conflict Awareness Project se réjouit de l'ouverture de cette enquête pénale. Depuis beaucoup trop longtemps Argor-Heraeus SA déclare avoir été blanchi par les Nations-unies pour toute implication illégale avec l'or pillé en RDC. Ce n'est en vérité pas le cas. Les preuves réunies ne laissent aucun doute sur le fait qu'Argor a bel et bien raffiné de l'or fourni par un groupe armé en RDC, contribuant indirectement à alimenter un conflit sanguinaire* », déclare **Kathi Lynn Austin, directrice de Conflict Awareness Project**.

« *La décision du Ministère public suisse est sans doute la première tentative depuis la Seconde guerre mondiale visant à poursuivre pénalement une entreprise pour des actes de pillages et autres crimes associés. Cette affaire doit servir d'exemple sur la place financière internationale. Les entreprises qui font affaire, de manière directe ou indirecte, avec des groupes armés doivent comprendre qu'elles risquent d'être poursuivies en justice pour crime de guerre et pillage* », précise **Kenneth Hurwitz, Conseiller juridique à Open Society Justice Initiative**.

Les trois ONG attendent maintenant avec confiance les résultats de l'enquête menée par les autorités judiciaires suisses et suivront son évolution avec intérêt.

WWW.STOP-PILLAGE.ORG

Contact :

TRIAL (Track Impunity Always)

Chloé Bitton - Directrice de la communication

T : +41 22 321 61 10 | M : +41 79 192 37 44

E : media@trial-ch.org

www.trial-ch.org

Partenaires de la campagne :

Open Society Justice Initiative

Jonathan Birchall - Responsable communication

T : +1 212 547 69 58 | M : +1 917 225 33 46

E : jonathan.birchall@opensocietyfoundations.org

www.opensocietafoundations.org

Conflict Awareness Project

Greg Hittelman - Directeur adjoint

T +1 310 717 06 06

E : ghittelman@conflictawareness.org

www.ConflictAwareness.org

